République Française	CONSEIL MUNICIPAL	Délibération n°2025.72
		Du 13 octobre 2025
Département des Yvelines	L'an deux mille vingt-cinq, le 13 octobre, à 20 heures, les membres du Conseil municipal, régulièrement convoqués par voie numérique le 7 octobre, se sont réunis, salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. Olivier Delaporte, Maire. Objet Convention tripartite avec le SIGEIF et la ville de Bougival	
Ville de	Objet Convention tripartite avec le SIGEIF et	la ville de Bougivai
La Celle Saint-Cloud	pour l'enfouissement des réseaux électriques de distribution	
	publique et de communications électroniques – Avenue Pierre	
La Celle Saint-Cloud	Brossolette – avenue François Debergue	
	LE CONSEIL MUNICIPAL,	
Secrétaire de séance :	LE CONSEIL MONICIPAL,	
Vincent POUYET	I II I	notamment son article
En exercice : 33	Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article	
Présents : 30	L.2121.29,	
Pouvoirs: 3		't délibération
Votants: 33	Vu le projet de convention et ses annexes, joints à la	presente deliberation,
Pour : 33	W 05:	
Contre: 0 Abstentions: 0	Vu l'avis favorable de la Commission Aménagemer	it, Batiments, Transports
Abstentions : 0 Présents	réunie le 1 ^{er} octobre 2025,	
Le Maire		
Olivier DELAPORTE	Considérant que la ville de La Celle Saint-Clo	adhere au Syndical
Shivior BEEr ii Sirri	Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en lle-de-France (SIGEIF) depuis	
Les Maires-adjoints	2003 et qu'à ce titre elle lui délèque les compete	nces gaz et electricite, a
Sylvie d'ESTEVE	savoir la maîtrise d'ouvrage pour la mise en souterrair	du réseau de distribution
Pierre SOUDRY	publique d'énergie électrique basse tension,	
Sophie TRINIAC	17 78	
Benoît VIGNES	Considérant que, par souci de cohérence, de mutua	isation et de maîtrise des
Valérie LABORDE	coûts la ville de la Celle Saint-Cloud peut délég	juer temporairement, au
Michel AUBOUIN	SIGEIE la maîtrise d'ouvrage pour les enfouisse	ements des reseaux de
Anne-Sophie MARADEIX Richard LEJEUNE	communication et la construction d'un réseau sou	terrain d'éclairage public
Dominique PAGES	basse-tension (hors pose du câble),	
Mohamed KASMI		
Worlding 10 (e)	Considérant que la commune et le SIGEIF ont défi	ni et arrêté le programme
Les Conseillers	2025 d'effacement des lignes aériennes, dont fa	it partie l'Avenue Pierre
Olivier MOUSTACAS	Brossolette,	
Birgit DOMINICI	- Sandardon Maria de Architectura de Architect	
Geneviève SALSAT	Considérant que la convention avec le SIGEIF préc	ise les missions dévolues
Georges LEFEBURE	au S.I.G.E.I.F., ainsi que les conditions techniques et	financières de la mise en
Bruno-Olivier BAYLE Laurent BOUMENDIL	œuvre de cette Maîtrise d'ouvrage temporaire,	
Nathalie PEYRON		
Vincent POUYET	Considérant que la mission du S.I.G.E.I.F. prendra e	ffet à la signature de cette
Pierre QUIGNON-FLEURET	convention et arrivera après exécution complète de	la mission afférente aux
Laurent DUFOUR	opérations,	
Jean-François BARATON	operations,	
Stéphane MICHEL	Considérant que l'avenue Pierre Brossolette sépare	, en son axe de chaussée,
Marie-Pierre DELAIGUE	les communes de Bougival et de la Celle Saint	Cloud, et que les deux
Olivier BLANCHARD	communes se sont entendues pour prendre	en charge, chacune
Philippe LERIN	respectivement 50% du montant des travaux su	r la partie mitoyenne de
Jean-François THOMAS	l'avenue Pierre Brossolette et d'une partie (40 r	nl) de l'avenue François
Andrée BLOCH Blaise VIGNON	Debergue,	
Jean-Luc PRIEUR	Doberguo,	
Joan-Luc I M.Lom	Considérant que chacune des deux villes procéd	lera au versement de sa
Absents excusés :	participation directement auprès du SIGEIF, selor	le montant prévisionnel
Juliette DECAUDIN	détaillé en annexe de la convention (annexe 3 : Env	eloppes prévisionnelles).
Françoise ALBOUY	detaille en annexe de la convention (annexe o : Env	
		1 60 9 9 9 9 9
Carmen OJEDA-COLLET	Considérant que cette opération d'enfouissement	est l'occasion de procéder
	Considérant que cette opération d'enfouissement e au remplacement du réseau basse-tension d'éclaira	est l'occasion de procéder de public, vétuste.

Accusé de réception en préfecture 078-217801265-20251022-2025-72-DE Date de réception préfecture : 22/10/2025

Juliette DECAUDIN pouvoir à Sylvie d'ESTEVE

Françoise ALBOUY pouvoir à Valérie LABORDE

Carmen OJEDA-COLLET pouvoir à Jean François BARATON

Considérant que le montant prévisionnel de la participation de la ville de la Celle Saint-Cloud, tous réseaux confondus, s'élève à 128 520€ TTC, selon les conditions financières suivantes :

- travaux afférents au réseau public de distribution d'électricité :
 23 520 HT (TVA à la charge du SIGEIF),
- travaux afférents au réseau de communications électroniques :
 85 000.00 € TTC.
- travaux afférents au remplacement du câble basse-tension du réseau d'éclairage public :
 20 000,00€ TTC

Considérant que le financement des travaux afférents au réseau de communications électroniques est assuré par la Commune, à l'exception des coûts supportés par les opérateurs concernés en application de l'article L.2224-35 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant que les crédits nécessaires à la réalisation de ce programme d'enfouissement et au remplacement du câble d'éclairage public basse-tension ont été prévus au Budget communal 2025,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

A l'unanimité des membres présents et représentés,

Autorise monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention tripartite avec le SIGEIF et la ville de Bougival pour l'enfouissement des réseaux électriques de distribution publique et de communications électroniques, avenue Pierre Brossolette – avenue François Debergue, au titre du programme d'enfouissement 2025.

Autorise monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document ou acte y afférent ainsi que tout avenant à intervenir.

Le Maire,

Olivier DELAPORTE

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Sauf mention contraire exigée par la loi, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter :

de sa date de publication (pour les délibérations à caractère non individuel)
 ou de sa date de notification à l'intéressé (pour les délibérations à caractère individuel)
 Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Ce recours suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la réponse expresse de l'autorité territoriale, ou en cas de silence de celle-ci, deux mois après l'introduction du recours gracieux.